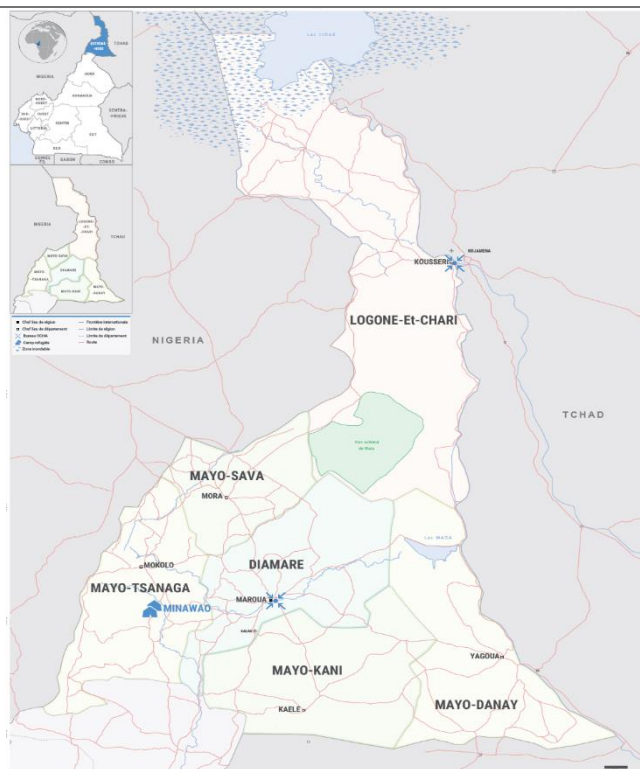


Ce rapport a été produit par OCHA en collaboration avec les partenaires humanitaires. Il a été publié par le Sous-bureau OCHA de Maroua et couvre la période du 01 mai au 30 juin 2020.

## FAITS SAILLANTS

- Accueil difficile de plus de 4,000 personnes déplacées dans le centre de Kolofata, suite au démantèlement du site de Gréa.
- Sécurité : 23 attaques de groupes armés contre les civils, dont 14 dans le Mayo Sava avec 13 morts, 16 blessés et au moins 16 personnes enlevées dont huit enfants
- Le début de la saison des pluies rend les pistes souvent impraticables dans le Logone et Chari.
- Les programmes santé et de lutte contre les épidémies continuent malgré l'impact de l'épidémie de COVID-19.
- Reprise des forums de coordination par localités (CCCM) à Zamai (Mayo Tsanaga), Kolofata et Mora (Mayo Sava).
- Statut COVID-19 au 30 juin dans la région : 100 cas pour six décès. Appui croissant des ONG et du Système des Nations Unies.
- Mission interagence d'évaluation rapide des besoins le 18 juin auprès des nouvelles personnes déplacées à Kolofata et Gance (Mayo Sava).
- Désinfection de 707 écoles primaires pour la reprise des cours le 1<sup>er</sup> juin 2020.



Source: OCHA  
Carte Extrême-Nord Cameroun, source: OCHA. Les limites et les noms indiqués et les désignations utilisées sur cette carte n'impliquent pas l'approbation ou l'acceptation officielle par les Nations Unies.

**1.2M**

Personnes dans le besoin

**1M**

Personnes ciblées

**322K**

Personnes Déplacées Internes

**116K**

Réfugiés hors camp

**123K**

Personnes retournées

**USD111.1M**

Financements requis

## CONTEXTE HUMANITAIRE

Le contexte humanitaire continue à se détériorer progressivement dans la région, notamment dans les trois départements frontaliers du Nigeria, théâtre des agressions continues des groupes armés contre les communautés. Plus de 22 attaques de groupes armés contre les civils ont été enregistrées au mois de juin 2020 ; la majorité de ces attaques, transfrontalières ou pas, sont lancées contre les villages isolés et dépourvus de système de défense avec pour double objectif d'assurer le ravitaillement des éléments des groupes armés et de provoquer la fuite des communautés et libérer ainsi des corridors

permettant la mobilité, surtout nocturne, des éléments de Boko Haram. Au moins de juin seulement, 16 civils ont été tués, 16 autres sévèrement blessés ou mutilés et au moins treize personnes ont été enlevées dont huit mineurs. Après deux mois de calme relatif grâce au déploiement de forces militaires supplémentaires au mois de mars, les attaques ont repris dans le département du Mayo Tsanaga où des unités de Boko Haram sont toujours terrées dans les montagnes Mandara des arrondissements de Mokolo et Mayo Moskota.



Ces attaques provoquent systématiquement des mouvements de populations, d'échelles variables cependant. Même s'ils font suite à des attaques répétées dans leurs villages dans les jours précédents, la majorité des déplacements sont préventifs, permettant ainsi aux personnes déplacées internes (PDI) d'emporter un minimum de biens, et parfois de stock alimentaire avec eux. Ces déplacements sont caractérisés par leurs distances courtes, plus de 80% des PDI trouvant refuge dans une localité sise dans leur arrondissement d'origine. Les PDI s'installent soit sur des sites spontanés sous des abris de paille précaires, soit dans une parcelle familiale au sein de la communauté hôte, mais toujours à proximité d'une base militaire des Forces Camerounaises (exemples à Kourgui- Mora, Gance – Kolofata ou Mozogo-Mayo Tsanaga). Une partie significative de ces déplacements concernent des familles qui étaient retournées dans leur village d'origine en 2018 ou 2019 après avoir fui initialement lors des premières offensives de Boko Haram en 2015. C'est particulièrement le cas dans l'arrondissement de Kolofata.

Le démantèlement du site principal de PDI à Kolofata au début du mois de mai 2020 a provoqué un afflux supplémentaire de population au sein même de la ville. Selon les conclusions de la mission interagence, conduite conjointement par des ONGs et les agences des Nations Unies le 18 juin 2020, plus de 4,000 PDI ont rejoint les multiples sites spontanés au cœur de la ville alors que 1,500 se sont déplacées plus à l'ouest dans les localités de Gance, Kourgui et Mora. La ville de Kolofata est congestionnée par cet afflux ; les PDI y représentent désormais plus de 65% de la population totale. Les services sociaux de base, l'accès à l'eau potable et à l'alimentation subissent donc une énorme pression avec ce nouvel afflux. Le démantèlement du site de « Gréa » s'est exécuté de manière volontaire, les PDI se sentant de plus en plus menacées par les infiltrations d'éléments de Boko Haram, et se retrouvant souvent soupçonnées en retour de complicité par les Forces Armées. Ces dernières se sont félicitées du démantèlement du site qui, en l'absence de tranchées de sécurité, empêchait de réaliser la « sanctuarisation »<sup>1</sup> totale de la ville de Kolofata. Les organisations humanitaires de leur côté évaluent les possibilités de transfert des activités alors en cours sur le site ; vers les quartiers de Kolofata où sont désormais concentrés les PDI.

Dans le Logone et Chari, les arrondissements de Fotokol, Makary, Hile Alifa et Darack sont toujours l'objet d'infiltrations sporadiques des groupes armés. L'accès des organisations humanitaires dans ces arrondissements est rendu très difficile en raison de la dégradation des pistes liée au début de la saison pluvieuse. Comme dans l'ensemble du département, les membres des organisations humanitaires basés à Kousseri sont de plus en plus isolés en raison de la fermeture de la frontière avec le Tchad d'une part et de la dégradation rapide de la seule voie terrestre d'accès sûre vers Maroua.

Le nombre de réfugiés nigériens accueillis au camp de Minawao dans le département du Mayo Tsanaga continue d'augmenter régulièrement. Au 30 juin, le HCR enregistre 66,000 réfugiés vivant dans le camp. Les réfugiés bénéficient de nombreux programmes d'assistance et de développement de moyens de subsistance mis en place et maintenus par le HCR malgré une baisse significative des ressources disponibles.

A la fin du mois de juin, la Délégation Régionale de la Santé Publique (DRSP) déclarait 110 cas positifs à la COVID-19 dont six décès. La décentralisation de la capacité de test rapide dans chaque district de santé à partir du 22 juin va permettre

<sup>1</sup> Terminologie utilisée par le BIR pour décrire le système de sécurisation d'une ville basé sur trois piliers : i. présence d'une base militaire opérationnelle, ii. organisation de Comité de vigilance et iii. tranchées de sécurité sur tout le périmètre de la ville.

de mieux connaître le niveau de propagation du virus dans les zones rurales. L'épidémie de rougeole est toujours présente dans l'Extrême Nord. Depuis le début de 2020, 743 cas et quatre décès ont été rapportés dans 12 districts de santé – sur 31 au total.

Après la suspension des cours instruite par le Gouvernement en avril 2020 dans le cadre de la riposte à la pandémie de la COVID-19, la majorité (90%) des écoles de la région ont rouvert leurs portes le 1<sup>er</sup> juin. Seuls les classes d'examens ont repris au primaire, où 87% des élèves ont effectivement rejoint leur classe. Grâce à l'appui des organisations internationales, des protocoles d'hygiène adaptés ont été mis en place pour limiter le risque de propagation du virus. Ces appuis restent néanmoins insuffisants et répartis de manière inégale dans l'ensemble des départements.

## SITUATION HUMANITAIRE PAR SECTEUR

### Camp Coordination and Camp Management (CCCM)

Après plusieurs mois d'interruption, les réunions de coordination locale (CCCM) ont été relancées pour encadrer l'assistance humanitaire dans les principaux sites de déplacements de populations à Kolofata, Mora (Département Mayo Sava) et Zamay (Département Mayo Tsanaga). Présidées par les autorités administratives, ces rencontres ont bénéficié d'une forte participation des autorités communales, des chefs traditionnels, des délégués départementaux des Ministères technique, des agences des Nations Unies et des ONGs nationales et internationales.

**129** Sites  
spontanés de PDI dans  
l'Extrême-Nord

Depuis le début de l'année 2020, on constate une augmentation des mouvements de populations fuyant réactivement ou préventivement les agressions répétées d'éléments de groupes armés non-étatiques (GANE) en particulier dans les arrondissements de Mora, Kolofata et Mayo Moskota qui accueillent de nombreux sites de personnes déplacées internes (PDI) dans les arrondissements abritant les sites de PDI. Les besoins les plus aigus concernent les biens de premières nécessité et les abris, les vivres et l'eau et l'assainissement. A Zamay par exemple, seulement 33 latrines sur 95 sont fonctionnelles pour une population estimée à 4,000 habitants. Dans un contexte marqué par la limitation des financements, les restrictions des mouvements dues à la COVID-19 et les difficultés d'accès à certains sites, il s'avère difficile d'apporter une réponse efficace aux nombreux déplacés de la région. Dans les trois arrondissements les plus affectés, les autorités apprécient le soutien apporté par les organisations humanitaires et plaident pour un renforcement de ces appuis. Les plateformes de coordination locales (CCCM) permettent ainsi aux acteurs directement impliqués de discuter de solutions concrètes et adaptées, à court termes cependant, pour soutenir ces PDI.

### Education

Suivant les instructions du gouvernement, les cours ont repris le 1<sup>er</sup> Juin 2020 uniquement pour les classes d'examens du primaire et secondaire et tous les cycles du supérieur. 2,085 écoles primaires ont rouvert leurs portes dont 58 pour le sous-système anglophone, avec au total 87% d'enseignants présents. Au secondaire, 363 établissements sur 379 ont rouvert. Dans l'ensemble, 87% d'élèves, 91% d'enseignants et 93% des personnels administratifs ont répondu présents.

Dans le cadre de la lutte contre l'épidémie de COVID-19, le MINESEC et le MINEDUB, en collaboration avec les acteurs du secteur éducation, ont assuré la désinfection de 707 écoles du Nord et de l'Extrême-Nord avant la reprise des classes. Plan International a assuré la désinfection des salles de classe du camp de réfugiés de Minawao et dans les écoles de la communauté autour du camp. L'UNICEF a offert aux MINEDUB et MINESEC 19,000 flacons de gel hydroalcooliques de 500 ml, 3,813 cartons de savon, 5,499 lave-mains et 10,070 bidons d'eau pour lutter contre la propagation de l'épidémie pendant la réouverture des écoles.

**18,000**

Elèves affectés par la fermeture et/ou la destruction des écoles du fait des attaques de GANE et des catastrophes naturelles.

Environ 85,000 enfants ont reçu un appui en matériel distribués par les organisations humanitaires pour leur permettre de préparer les examens dans les régions du Nord et de l'Extrême-Nord. Par exemple, 800 élèves (257 filles et 543 garçons)

de 30 écoles des localités situées en zones frontalières dans les trois départements les plus sinistrés ont été soutenus par NRC. 33 postes radio et 33 clés USB pour l'écoute des messages de sensibilisation autour des mesures de prévention contre la COVID-19 ont également été distribués aux élèves les plus vulnérables. Plan International a distribué 200 postes récepteurs dans 8 écoles. Plusieurs acteurs du secteur ont distribué des cache-nez, des lave-mains et du savon aux enseignants et élèves.

Si la plupart des écoles sont équipées de dispositifs de lavage de mains et les élèves sensibilisés au port du masque et aux gestes barrières, ces mesures ne sont pas pour autant respectées. Il n'y a pas de circuits de détection de cas suspects dans les établissements. Dans ce contexte, la DRSP plaide pour l'affectation d'un médecin scolaire dans la région de l'Extrême-Nord.

Selon l'UNICEF (HNO 2020) au moins 18,183 élèves de la région de l'Extrême-Nord sont en décrochage scolaire à cause de la fermeture et ou la destruction des écoles du fait du conflit armé. NRC et Plan International ont lancé un projet pilote de réponse à *l'éducation des enfants en décrochage scolaire lié au conflit armé* dans le Logone-et-Chari et Mayo Sava grâce à un financement d'ECHO.

## Sécurité Alimentaire

Selon le bulletin de surveillance et d'alerte précoce de sécurité alimentaire et nutritionnelle, 16,400 ménages dans la région ont besoin d'assistance alimentaire d'urgence et près de 31.6 de la population a vu ses sources de revenus impactées par les mesures barrières contre la COVID-19. Les conclusions du Cadre Harmonisé pour la Sécurité alimentaire révèle que l'ensemble de la région est sous stress alimentaire avec 12% de la population en situation de crise. Cette proportion augmentera si aucune disposition n'est prise pendant la période de soudure et en fonction de l'impact de la COVID-19 sur la phase projetée (juin -déc.).

# 227,000

Individus ont reçu une assistance alimentaire

En réponse à cette situation d'urgence, 10,000 ménages vulnérables ont reçu 1,300 kg de semences (riz, sorgho, maïs, niébé, gombo) et d'engrais. Le CICR a vacciné 483,212 ruminants dans les départements du Mayo Sava, Mayo Tsanaga et Logone et Chari. Outre l'appui en semences et autres intrants et dans l'objectif d'assurer la redevabilité, le CICR a formé 30 leaders communautaires aux bonnes pratiques du processus d'assistance agricole (comité d'écoutes, des plaintes etc.). Entre janvier et juin 2020, le PAM a assuré la distribution de plus de **8,418 tonnes** de nourriture pour **226,985 personnes** soit 104,824 hommes et 107,347 femmes dans les 3 départements touchés par le conflit armé.

## Santé

Les efforts conjugués de la DRSP, l'OMS, MSF et toute la communauté humanitaire ont permis de maintenir la région parmi les dernières affectées par la COVID-19. 110 cas ont été enregistrés, 63 guérisons et 6 décès entre le début de l'épidémie dans l'Extrême-Nord le 28 avril et le 30 juin. Seulement trois districts de santé sur 31 sont toujours actifs au 30 juin (Maroua 1 et 2 et Pette). Les tests de dépistage rapides sont décentralisés au niveau des districts depuis le 22 juin, ce qui a permis de réduire les retards et les coûts liés à la centralisation des dépistages à Maroua.

# 110

Cas de COVID-au 30 juin 2020

En juin 2020, plus de 1.6 tonnes d'intrants COVID-19 ont été acheminés de la coordination centrale de Yaoundé vers l'Extrême-Nord grâce à l'appui logistique des Nations Unies. L'UNICEF a soutenu l'élaboration de la stratégie régionale de communication sur le risque et l'engagement communautaire (CREC / RCCE) et apporte un appui au centre d'appel. Cet appui s'étend aux réunions du comité de communication sur la COVID-19 ainsi qu'au renforcement des capacités du personnel soignant de la région.

Depuis le début de la crise, MSF a mis en place un circuit de triage à l'hôpital régional qui a contribué à lutter contre la propagation de l'épidémie et à promouvoir la continuité des services dans l'enceinte même de l'hôpital. L'OMS a appuyé la DRSP dans la formation de 540 « *influenceurs de confiance* » (personnels des enseignements secondaires, membres du Conseil National de la Jeunesse, leaders des groupes associatifs, professionnels des médias, personnels de

l'administration pénitentiaire, inspecteurs de l'éducation de base etc...). Environ 500 relais communautaires ont été formés avec l'appui de la Croix Rouge Française, Solidarités International, AHA, UNICEF, NRC et Plan-International pour la sensibilisation de proximité dans l'ensemble de la région. Plus de 55 radios ont été mobilisées par le CICR, l'OMS et la CRF pour la diffusion des spots de sensibilisation et des émissions interactives. Le CICR a doté les Centre de Santé Intégrés de Ouzal, Tourou, Mémé, le District Sanitaire de Mora et l'hôpital adventiste de Koza en médicaments pour 3, 630 personnes. Il a également réhabilité un bâtiment de confinement pour l'hôpital annexe de Kousseri.

Si les risques liés à la propagation de la COVID-19 sont pris au sérieux, cette dernière n'est cependant pas la seule épidémie qui menace les populations de la région. Depuis le début de 2020, 743 cas de rougeole ont été rapportés dans 12 districts de santé – sur 31 au total -- faisant quatre morts. La DRSP a partagé les plans d'action de riposte des districts touchés pour appui dans la campagne de vaccination. L'épidémie de la COVID-19 ayant mobilisé l'ensemble du personnel, la campagne de vaccination contre la rougeole a été reportée. Une stratégie locale a été recommandée par le niveau central et sera mise en œuvre par les districts affectés avec l'appui des partenaires.

Si la menace de poliomyélite semble s'estomper, la surveillance est toujours active pour l'ensemble des maladies sous surveillance épidémiologique. Enfin, la saison des pluies qui a commencé au mois de juin est un facteur saisonnier propice au retour du choléra dont l'épidémie frappe la région chaque année.

La continuité des services de santé est assurée sur l'ensemble de la région malgré l'épidémie de COVID-19. De nouveaux projets en faveur des personnes déplacées internes (PDIs) et des plus vulnérables sont en cours de préparation tel que le retour des programmes de l'International Medical Corps (IMC) en soutien au CSI de Kerawa dans le Mayo Sava, au CSI de Darak et au Centre Médical d'Arrondissement (CMA) de Blangoua dans le Logone et Chari.

## Nutrition

21,051 cas de Malnutrition Aigüe Sévère (MAS) ont été admis dans les CNAS/CNTI de la région depuis janvier 2020 avec 81 décès déjà enregistrés. Selon le Centre Régional de Prévention et de Lutte Contre les Epidémies (CERPLE), 2,830 enfants ont été diagnostiqués avec MAS avec complications médicales. Le taux de malnutrition aigüe globale s'élève à 5.2% avec un taux de MAS de 1.4%. Au Cameroun, la région de l'Extrême-Nord enregistre le taux le plus élevé de malnutrition chronique soit 38.2%. Ces résultats sont liés à un accès limité à l'eau potable chez les PDIs, les réfugiés et les communautés d'accueil, un taux de 11% d'insécurité alimentaire dans la région avec une proportion de 9% de ménages ayant une alimentation pauvre. Ces pourcentages pourraient se détériorer pendant la période de soudure (juin-août) tandis que les prix des vivres sur le marché sont en inflation à cause de la pandémie de la COVID-19 qui ralentit les activités économiques.

# 21,000

Cas de Malnutrition Aigüe Sévère (MAS) ont été admis dans les CNAS/CNTI de la région entre janvier et juin 2020

Avec l'appui de Plan International, HKI, AHA, la Délégation Régionale de la Promotion de la Femme et de la Famille et la Délégation Régionale des Affaires Sociales, 78,727 parents d'enfants de moins de 5 ans ont été sensibilisés sur l'Alimentation du Nourrisson et du Jeune Enfant (ANJE) et sur les mesures barrière au COVID-19 dans 13 districts de santé. 36,048 enfants sont pris en charge par le *Blanket Supplementary Feeding programme* (BSFP) du PAM dont 1,718 Malnutris Aigües Modérés (MAM) avec l'appui de Plan International dans 5 districts de santé. 69,017 enfants de 6 à 23 mois reçoivent les poudres Micronutriments dans 5 districts de santé. 338 personnels de santé et 27 agents de santé communautaire (ASC) ont reçu des équipements de protection individuelle (masque, savon, solution hydroalcoolique) par AHA, HKI et IEDA. 1,040 parents d'enfants atteints de MAS dans les CNTI et CNAS ont reçu des kits eau et assainissement. Dans l'arrondissement de Kolofata, le CICR a appuyé en vivres (sel, huile, riz et petits pois) 211 ménages avec enfants malnutris sévères de 6 à 59 mois du centre national ambulatoire pour malnutris sévères de Kolofata. 25,500 sachets de *plumpynut* ont également été distribués à 1,650 enfants du même âge au centre de santé de Tolkomari dans le même arrondissement.

Les besoins non couverts restent très importants. Seuls 10 districts sur 30 sont couverts pour la prise en charge de la malnutrition aigüe modérée (MAM), 13 sur 30 pour la lutte contre la malnutrition chronique et 5 sur 30 partiellement couverts par le Programme BSFP. Une baisse d'admission de cas dans les programmes de prise en charge a été observée à cause de la peur de contamination à la COVID-19 et de la limitation des ressources financières. Certaines zones restent difficiles

d'accès pour des raisons de sécurité et d'autres sont enclavées du fait du mauvais état de la route dû aux pluies. Dans le Logone et Chari, les partenaires AHA et IMC ont dû clôturer leur projet d'appui dans les districts de Mada, Makary, Goulfey et Kousseri, faute de nouveaux financements.

## Protection

Depuis le mois de janvier 2020, 164 incidents sécuritaires majeurs liés aux conflits armés ont été enregistrés dans la région de l'Extrême-Nord. Au mois de juin l'on a enregistré jusqu'à 23 agressions sur les populations civiles, qui ont déclenché 22 mouvements massifs de populations. Les alertes lancées par l'OIM, le Mécanisme de Réponse Rapide (RRM), Intersos, ou l'IRC se multiplient. Selon les résultats du round 21 de la matrice de suivi des déplacements (DTM) de l'OIM (juin 2020), le département du Mayo-Sava a accueilli 12,393 nouveaux PDI depuis le mois de mars 2020 dont 8,299 dans l'arrondissement de Mora. Dans le Mayo-Tsanaga, 7,227 nouveaux PDIs ont été enregistrés dont 4 895 dans l'arrondissement de Mokolo frontalier du Nigeria. Ce regain de tensions a provoqué l'abandon de cinq localités d'accueil ou sites de déplacés internes, notamment celui de « Gréa » à Kolofata qui abritait plus de 6,000 PDI jusqu'au début du mois de mai 2020. Trois villages de retour se sont à nouveau vidés de leurs habitants à Igawa-Doulo dans l'arrondissement de Mora qui abritait 921 personnes retournées, mais aussi à Guederou, Bia et Cheripouri dans l'arrondissement de Kolofata. Dans le Mayo-Tsanaga, neuf nouvelles localités ont accueilli 1,871 PDIs. Plus au nord dans le Logone et Chari, l'arrondissement de Makary a accueilli 654 réfugiés hors camp qui ont fui l'insécurité permanente à Rann au Nigeria (*Local Government Area* Kala Balge). Les organisations humanitaires continuent d'observer des mouvements pendulaires à Fotokol entre ceux qui partent (263) au Nigéria et ceux qui le fuient (630) durant le mois de juin 2020 seulement.

# 48%

Des incidents de protection sont commis par les Groupes Armés Non Etatiques

De manière générale, le HCR et son partenaire INTERSOS ont recensé pour la période de janvier à mai 2020, 2,646 incidents de protection affectant 2,078 hommes et 568 femmes<sup>2</sup> dans les départements Mayo-Sava (27%), Mayo-Tsanaga (34%) et Logone et Chari (39%). Ces chiffres sont toutefois déjà moins élevés que ceux de 2019 pour la même période. Le mois de février a enregistré à lui seul 780 incidents de protection. Selon les statistiques, 48% de ces incidents ont été commis par des Groupes Armés Non Etatiques (GANEs) et 9% par des membres des comités de vigilance. Les vols et pillages (940), les extorsions de biens (326), les enlèvements (104) et les dénis de ressources (18) mais aussi l'accès difficile à la terre (37) constituent les principaux types d'incidents dénombrés. Les types de violations recensés sont les violations du droit à la propriété (1,565 cas), les violations du droit à la vie et à l'intégrité physique (507 cas) ainsi que les VBG (110 cas). IRC a géré 50 cas de VBG pendant le seul mois de juin 2020. Le ralentissement des activités économiques observé à cause de la COVID-19 a favorisé la recrudescence des viols et mariages précoces et forcés. Grâce au versement des dots, ces mariages représentent un moyen de subsistance pour les ménages très pauvres. La collecte d'eau constitue par ailleurs une activité dangereuse pour les jeunes filles exposées à des violences ou harcèlements sexuels sur le parcours entre leur foyer et le point d'eau.

Le HCR et ses partenaires ont apporté une assistance psychosociale à 71 survivant (e)s de VBG et à 92 enfants dans le cadre de la protection de l'enfance. L'absence de documentation civile chez les PDIs, les réfugiés et les communautés hôtes est généralisée et représente un obstacle majeur au respect des droits. Particulièrement engagé sur cette problématique, le *Norwegian Refugee Council* (NRC) a organisé au mois de juin un atelier d'échanges avec les services de santé et les acteurs humanitaires visant à harmoniser les coûts d'obtention du certificat d'âge apparent afin de faciliter l'obtention d'actes de naissance dans la région.

Si le programme de suivi des incidents de protection (protection monitoring) entend couvrir la totalité des territoires affectés par le conflit, l'enclavement et le niveau d'insécurité qui prévalent dans certaines localités ne permettent pas une couverture exhaustive. Certains cas de violation de droits ne sont donc pas référencés, ce qui se traduit ensuite par un relativement faible niveau de référencement dans ce secteur. En outre l'insuffisance des ressources financières des services déconcentrés de l'Etat se traduit par un faible niveau de réponse notamment en matière de documentation civile.

<sup>2</sup> Le nombre de victimes masculines est plus élevé que celui des victimes féminines car ce sont les hommes qui rapportent les violations qui affectent l'ensemble du ménage, notamment les spoliations de biens ou de propriétés.

## NFI/Abris

Selon les résultats du cycle 21 du projet de suivi des déplacements de l'OIM (DTM round 21), plus de 322,000 PDI ont été enregistrés dans l'Extrême-Nord du fait du conflit armé et des chocs climatiques. Les principaux besoins de ces personnes déplacées concernent les vivres, les abris, les produits de première nécessité (NFI) et l'accès à l'eau et à l'assainissement. Entre mars et juin 2020, plus de 5,107 personnes ont bénéficié de dotations en NFI et abris de la part de NRC, CICR, PUI, Public Concern et Plan International. Cependant, en l'absence de personnel dédié à la coordination du secteur NFI/abris depuis septembre 2019, un mécanisme ad hoc de coordination de la réponse a été mis en place au sein de la coordination intersectorielle, avec l'appui du RRM et d'OCHA. L'absence de coordination structurée dans ce secteur affecte la capacité de réponse globale, les mécanismes de suivi et d'évaluation et in fine la mobilisation des ressources, malgré des besoins toujours aigus en raison de l'augmentation des déplacements forcés dans la région depuis le début de l'année.

# 5,107

Personnes ont bénéficié des dotations en NFI et abris entre mars et juin 2020

## Eau, Assainissement et Hygiene

L'accès à l'eau potable et aux services d'assainissement et la promotion des bonnes pratiques d'hygiène pour les PDIs, les réfugiés et les populations hôtes vulnérables restent des problématiques difficiles. 67.9% des ménages s'approvisionnent en eau dans des forages et 22.6% dans des puits ouverts. Seuls 123 points d'eau communaux sont fonctionnels dans l'ensemble de la région. Dans les départements du Mayo-Tsanaga et Mayo-Sava, l'utilisation des points d'eau est faible (50% et 58%) comparée aux autres départements de la région. La présence des enfants à la maison à cause de la fermeture des écoles pour la prévention du COVID-19 augmente la consommation d'eau des ménages, donc une plus forte sollicitation des points d'eau. L'insuffisance des points d'eau et leur éloignement y augmentent le temps d'attente variant d'une à trois heures.

# 3 HEURES

D'attente aux points d'eau communaux dans le Mayo Tsanaga

De janvier à juin 2020, 78 points d'eau ont été construits et réhabilités dans toute la région par de nombreuses organisations dont Codas Yagoua, UNHCR, LWF, Action Contre la Faim, NRC, et Première Urgence (PUI). Dans le cadre de la prévention à la pandémie COVID-19, l'UNICEF a coordonné la sensibilisation de 1,121,100 personnes aux bonnes pratiques d'hygiènes et de prévention de la propagation du virus dans les six départements de la région. Délivrées par la CRC, NRC, IRC, AAEDC, DEMTOU, CODAS Yagoua, PLAN, LWF et l'UNHCR ces séances ont permis aux communautés de mieux connaître les symptômes de la maladie et les protocoles d'accès aux services de soins. Environ 520 dispositifs de lavage de mains ont été installés dans les marchés, gares routières, infrastructures administratives et autres lieux publics à Maroua, Kousseri, Makary et dans le camp de réfugiés de Minawao. En date du 25 juin 2020, 375 édifices publics, 204 domiciles privés, 18 formations sanitaires dans 11 aires de santé ont été désinfectés par les partenaires étatiques et les acteurs humanitaires. 458 volontaires communautaires ont été formés sur les techniques de sensibilisation de cette pandémie dans le Diamaré, le Mayo-Tsanaga, le Mayo-Sava et le Logone et Chari par CRC-UNICEF, PLAN, NRC, IRC et 10,258 ménages (51291 personnes) ayant reçu des kits WASH et des kits COVID-19 dans les trois derniers départements cités ci-dessus par NRC, IRC, AAEDC, DEMTOU, CODAS Yagoua, PLAN. Le CICR a mené une sensibilisation auprès de 60 membres de comités d'hygiène et d'assainissement et 9,000 bénéficiaires PDI et population hôte dans le Mayo-Tsanaga. Dans le Logone et Chari, 8,714 morceaux de savons et dispositifs de lavage de mains ont été distribués à 4,357 éleveurs

Le début des pluies qui rend les routes impraticables favorise également la survenue des maladies hydriques telles que le choléra qui constitue une menace saisonnière aigue pour laquelle les organisations membres du secteur Eau et Assainissement anticipent déjà des réponses. De nombreuses constructions et réhabilitation de points d'eau, la dotation en équipements de protection individuelle (EPI) aux personnels de santé et ménages vulnérables dans les formations sanitaires, les localités d'accueil des IDPs et les communautés vulnérables sont planifiées mais contraintes par le manque de financements.



Une enquête MEB (Minimum Expenditure Basket) dans la région a été programmée depuis 2019 dans le but d'évaluer le coût moyen des besoins de base des populations. La collecte des données n'ayant pas couvert les départements Mayo-Sava et Mayo-Kani, les acteurs s'organisent pour une complétude ou une analyse en l'état. La relance des réunions du groupe de travail est effective depuis le mois de mai 2020 à Maroua et à Kousséri. Il a été convenu de la nécessité d'impliquer plus activement le MINEPAT dans les discussions et activités du groupe de travail. Dans l'ensemble de la région, les partenaires opérant dans ce groupe de travail sont le PAM et ses partenaires directs, LWF et INTERSOS, NRC, IRC, Solidarités Internationales, Demtou Humanitaire, CRF, PUI, CICR, et Plan International.

# 15,000

PDIs, réfugiés et populations hôtes ont été assistés entre janvier et juin 2020

Depuis Janvier 2020, le PAM, via ses partenaires INTERSOS et LWF, a distribué des coupons pour l'assistance alimentaire à 14,814 personnes dont 6,817 hommes et 7,997 femmes IDPs, réfugiés et populations hôtes dans le Mayo-Tsanaga, le Mayo-Sava et le Logone et Chari pour un montant total de 700,256,700 Francs CFA. Dans ces trois départements, le CICR quant à lui a assisté 10,000 ménages PDIs, retournés et populations hôtes à raison de 65,000 Francs CFA par ménage dans le cadre de ses activités de sécurité alimentaire. IRC assiste 87 jeunes dans l'arrondissement de Mora depuis janvier dans l'entreprenariat et la préparation à l'emploi à hauteur de 24,000 Francs CFA par jeune pour un montant global de 8,543 000 Francs CFA. Dans l'arrondissement du Mayo-Moskoto, IRC a assisté 500 ménages dans les activités génératrices de revenus agricoles à hauteur de 29,896,500 Francs CFA et non agricoles pour la somme de 8,903,100 Francs CFA. Dans le Logone et Chari, la CRF a assisté 625 ménages à hauteur de 15,625,000 Francs CFA soit 25,000 Francs CFA par ménage pour l'achat d'intrants pour les cultures pluviales et 150 ménages ont reçu chacun 5,000 Francs CFA pour l'achat de semences pour les jardins de cases, soit un total de 750,000 Francs CFA.

Dans le Logone et Chari, les autorités administratives continuent d'émettre des réserves sur les activités de distribution monétaire, cela surtout en raison du manque d'information sur les objectifs et les modalités d'application de ces distributions. Dans le même temps, l'obligation du respect de prévention du COVID-19 impose aux partenaires d'organiser les activités par groupe de personnes réduits. Cela engendre de nouveau retard d'exécution des projets.



## MISSIONS D'EVALUATION ET AUTRES MISSIONS REALISEES

- Mission inter-agences d'évaluation rapide des besoins de PDI suite au démantèlement du site principal à Kolofata – 18 juin 2020. (Intersos – PNUD – UNICEF -HCR – OCHA)



## QUESTIONS CLEFS ET ACTIONS DE SUIVI

- Réponse humanitaire aux besoins des nouvelles PDI de Kolofata, Gance et Kourgui
- Contraintes logistiques et appui des autorités locales pour l'accès humanitaire dans le Logone et Chari
- Planification et préparation de la distribution de 400,000 masques délivrés par le PNUD grâce au financement global du CERF contre la COVID-19.

### Pour plus d'informations veuillez contacter:

Jean Sébastien MUNIE, Chef de Sous-bureau OCHA, [munie@un.org](mailto:munie@un.org), +237 656000022  
 Estelle Stephanie Akono Oundi, Chargé des Affaires Humanitaires, [estelle.akonooundi@un.org](mailto:estelle.akonooundi@un.org), +237 657675909  
 Pour plus d'informations, visitez: [www.unocha.org](http://www.unocha.org), [www.reliefweb.int](http://www.reliefweb.int)